



Alerte amiEI - v9.3 - ART ceser inquiet finances region

1 - Président - 05/11/2024 par Verronneau Sabine

Le Ceser inquiet pour les finances de la région

www.lanouvellerepublique.fr/indre/le-ceser-inquiet-pour-les-finances-de-la-region



Le président du Ceser, Pierre Allorant, invite le conseil régional à redoubler de vigilance sur ses choix budgétaires, dans un contexte plus contraint que jamais.

© (Photo NR)

En amont de la session d'automne du conseil régional, le conseil économique, social et environnemental régional (Ceser) s'est penché sur le rapport d'orientations budgétaires de la région « dans un contexte historiquement difficile pour les finances des collectivités territoriales » lié à a l'effort de 5 milliards qui leur est demandé par le gouvernement.

« On a un effet ciseau entre l'augmentation des dépenses et la baisse des ressources fiscales. Pour la région cela représente 65 millions d'euros », relève Jean-Yves Brun, membre du Ceser

Vu le manque de visibilité actuel au plan national, l'institution préconise de différer le vote du budget à 2025 - la région peut légalement le faire jusqu'au 31 mars - mais le président Bonneau n'y semble pas favorable, et penche plutôt pour une décision modificative en cas d'évolution des options au niveau national.

Recentrage sur les priorités

Pour éclairer le débat budgétaire, le Ceser propose un recentrage sur les priorités régionales et insiste sur le maintien de « l'accompagnement de la transition écologique et énergétique ». Il recommande aussi au conseil régional d'évaluer ses politiques, en particulier lorsqu'elles touchent à des compétences non obligatoires comme la santé, afin de mieux arbitrer entre les dépenses. « Pour le GIP Pro Santé, il s'agit par exemple de voir si c'est l'allocation de moyens la plus efficace », précise Pierre Allorant, président du Ceser.

Parmi les autres thèmes abordés lors de sa session du 4 novembre, le Ceser a fait des propositions pour la future feuille de route régionale pour l'économie circulaire qui devrait être adoptée au printemps. « Il faut activer le levier de la commande publique, et il y a aussi un gros enjeu d'innovation », a souligné le rapporteur Julien Rey.

Le Ceser a par ailleurs rendu un avis positif sur la nouvelle stratégie immobilière des lycées qui relève « la nécessité de maintenir les budgets d'investissement et de fonctionnement ». Il a enfin fourni des d'éléments au conseil économique social et environnemental national, qui l'a consulté en vue de la publication d'un rapport sur l'alimentation. Il suggère notamment la mise en place d'un régime de sécurité sociale de l'alimentation pour les personnes en situation de précarité, un sujet sur lequel le député vert d'Indre-et-Loire Charles Fournier vient de déposer une proposition de loi.

©ChapsVision 2024